

Imposons leur un plan d'urgence

lundi 3 novembre 2008, par [DEMARCO Sandra](#) (Date de rédaction antérieure : 30 octobre 2008).

Sarkozy n'a qu'une volonté : sauver et renforcer le capitalisme. Les propositions avancées depuis le début de la crise, que ce soit à Toulon, en Haute-Savoie ou dans les Ardennes, ne dérogent en rien à la politique libérale : travailler plus et plus longtemps ; diminuer massivement le nombre de fonctionnaires, faire de nouveaux cadeaux fiscaux au patronat et aux plus riches, en supprimant la taxe professionnelle, en développant les contrats aidés ou en créant de nouvelles niches fiscales. Mais aussi en accélérant la privatisation de la santé et celle de La Poste... Bref, pendant la crise rien ne change !

La première préoccupation du gouvernement Sarkozy, pour prétendument limiter la casse, est de sauver les banques en y injectant de l'argent public, et de soutenir l'économie, avec comme mesure phare la création d'un « fonds public d'intervention » pour les entreprises en difficulté. Cette aide apportera des fonds propres supplémentaires aux entreprises petites et moyennes qui en ont besoin, au même titre que du crédit par les banques. Il sera géré par la Caisse des dépôts et consignations (CDC), « sous la surveillance du Parlement ». Il bénéficiera également des ressources propres de la CDC, complétées par des ressources publiques ou privées, sans autre précision.

Après la sauvegarde des banques et des entreprises, le troisième volet du plan anticrise était très attendu, puisqu'il concerne l'emploi. Face à la remontée du chômage et des licenciements – comme dans l'automobile ou encore la vente par correspondance –, le gouvernement ne pouvait plus rester muet sur la préoccupation majeure de la population. Là encore, rien de nouveau : toujours plus de précarité, en favorisant l'emploi des contrats à durée déterminée (CDD) sans limite pour les petites entreprises ; développement des contrats aidés (autrement dit, financés par l'État)... Bref, toujours la même recette, qui date de plus de 25 ans et qui n'a pas permis, loin de là, de stopper le chômage et les licenciements.

Toutes les mesures prises par les gouvernements occidentaux ne visent pas à changer les règles qui ont mené à la crise actuelle : elles cherchent essentiellement à remettre de l'huile dans les rouages des banques pour « restaurer la confiance » et permettre que les affaires reprennent. À aucun moment, ils n'ont remis en cause l'exigence de la rentabilité maximale, la libre circulation des actions de Bourse et tous les mécanismes qui amplifient les phénomènes de Bourse. Leur crise révèle les montants astronomiques d'argent accumulés par les capitalistes et mobilisés en permanence pour la recherche du profit maximum. Dans ces sommes, il faut aussi inclure les profits réalisés sur les crédits souscrits par les salariés, la mainmise des banques sur tous les systèmes d'assurance sociale et de retraite, qui mettent à leur disposition des sommes servant autrefois de base à la redistribution sociale. Ces sommes colossales ont été détournées de la redistribution salariale.

Il est urgent que l'ensemble de la gauche politique et sociale défende un plan d'urgence sociale qui demanderait la nationalisation de l'ensemble du système bancaire et d'assurance, la mise sur pied d'un service public bancaire et d'assurance, une répartition immédiate des richesses au profit des salariés (en augmentant de 300 euros net tous les salaires, revenus et pensions, aucun revenu et salaire ne devant être inférieur à 1 500 euros net), l'instauration de l'échelle mobile des salaires et des revenus. Mais cela exigera aussi le refus de tout licenciement collectif ou individuel, et le CDI comme norme de contrat. L'urgence actuelle est encore d'essayer de faire converger toutes les

luttres contre les licenciements et, pourquoi pas, d'appeler à une manifestation contre les licenciements, comme cela a été le cas en 2001. Face à la crise, nous proposons que la société arrête de subir l'économie de marché, qu'elle change, de façon radicale, le mode de développement économique et social actuel, et qu'elle s'attelle enfin à la construction d'une autre société que la société capitaliste. C'est urgent, mais c'est possible !

Sandra Demarcq (Premier plan)

Que ferions-nous sans lui ?

La presse hexagonale prend parfois les accents de la feue *Pravda*. Il aura ainsi suffi que Nicolas Sarkozy s'adresse au Parlement de Strasbourg, le 21 octobre, pour que d'aucuns troquent leur plume pour l'encensoir.

La palme sera ici décernée à Philippe Reinhard qui, dans *L'Éclair des Pyrénées*, prend des accents extatiques : « *Jamais l'Europe n'avait pesé d'un tel poids sur les affaires du monde. Il a su fédérer tous les Européens et pas seulement les États qui appartiennent à la zone euro. Il a permis de la sorte que l'Europe apparaisse comme un acteur majeur du concert international. Pendant sa présidence, les Européens auront ainsi pu mesurer de quel poids ils pouvaient peser, dès lors qu'ils parlaient d'une seule voix et qu'ils avaient, à leur tête, un porte-parole crédible.* » Du jamais vu depuis Napoléon, si l'on suit bien...

D'autres auront, il est vrai, emboîté le pas, tel un Jean Levallois s'enthousiasmant, dans *La Presse de la Manche*, que, « *enfin l'Union européenne [tienne] une place correspondant à son poids sociologique, économique et politique* ». Que fût-il advenu si la Providence n'avait donné à la France, au continent et au monde un tel leader ?

Négligeons ces tirades ubuesques. Car le discours de Sarkozy ne relève pas que de l'esbroufe. Il révèle à quel point les projets transnationaux de nos classes dirigeantes, qu'il s'agisse du grand marché transatlantique ou de l'Union européenne, se retrouvent en grave déséquilibre. Il signe l'échec de la tentative de faire émerger un capitalisme continental intégré. Il ressuscite, dans un contexte profondément bouleversé, la vieille idée d'une construction européenne à plusieurs vitesses, dont le « noyau dur » se verrait confié aux principales puissances, pour l'essentiel regroupé autour de l'Eurogroupe que l'on élargirait, pour la circonstance, à la Grande-Bretagne.

Trois ans après avoir tenté de nous imposer un projet de Constitution libérale, et moins d'un an après avoir fait passer en force le traité de Lisbonne, ceux qui en furent les avocats prennent grand soin de ne pas parler de ce changement de cap. Tout au plus l'éditorialiste anonyme du Monde se fait-il, à demi-mot, l'écho d'un débat traversant nos élites, quand il exhorte l'Élysée à la « modération » et au « compromis ». L'information est décidément mal en point...

Christian Picquet (La gazette des gazettes)

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2272, 30/10/2008.